

## **Affectation des mesures nouvelles par domaine d'intervention**

### **1. Les institutions de création, de production, de diffusion et de valorisation du patrimoine du spectacle vivant : 9,9 M€**

Pour l'année 2005, l'effort premier a été porté sur les actions en faveur de l'emploi de ces grandes institutions (amélioration des conditions d'emploi, création ou stabilisation d'emploi, développement d'activités). Le soutien plus spécifique en faveur de la diffusion des œuvres est également un point fort de l'affectation de moyens nouveaux.

Les mesures nouvelles s'élèvent à + 9,9 M€, dont 4,2 M€ sur crédits centraux et 5,7 M€ sur crédits déconcentrés. On peut cependant estimer à environ 70% de ces mesures le soutien direct à l'emploi dans les institutions (CDN, Opéra, SN, CCN, Orchestres, etc...), soit un montant total de presque 7M€. Ces grandes institutions sont en effet les premiers supports de la création d'emplois de type CDI, ou de la consolidation de CDD, en équivalent temps plein sur l'année (administrateurs, directeurs artistiques, artistes associés, techniciens, services des publics...). Par ailleurs, leurs actions nouvelles sont fortement génératrices de volume d'emploi déclaré (productions artistiques, allongement des périodes de répétitions prises en compte...).

### **2. Les équipes artistiques : 3,85 M€**

Les compagnies dramatiques, chorégraphiques et les ensembles musicaux professionnels aidés à la production et conventionnés par le ministère de la culture sont les acteurs sur lesquels l'effort en faveur de la création d'emploi est le plus soutenu. Le soutien à l'emploi prend des formes diverses (consolidation d'emplois de metteur en scène, d'administrateurs, participation à des groupements d'employeurs, paiement des heures de répétition, allongement de la durée d'embauche des artistes). Les compagnies sont en effet productrices de leur œuvre, et employeurs des artistes.

### **3. Le soutien aux arts populaires : 3,4 M€**

Il s'agit notamment de l'année des arts de la rue, qui représente 2 M€ de mesures nouvelles et dont l'action se décline en soutien auprès des centres de production des arts de la rue (550k€), de la formation supérieure de Marseille (150 k€) et surtout de celui à la création et à la diffusion des œuvres des compagnies de rue, sur crédits centraux (300 k€) et déconcentrés (1M€).

L'accompagnement et le développement du secteur représenté par les musiques actuelles, au sein duquel les Smac (734 k€) sont fortement impliquées dans la professionnalisation des équipes et la consolidation des emplois issus des contrats aidés (types emplois jeunes).

#### **4. L'accompagnement de la décentralisation des enseignements artistiques, la structuration de l'enseignement supérieur, et le développement de l'insertion professionnelle : + 2,25 M€**

Une cellule nationale d'accompagnement de la décentralisation des enseignements spécialisés est mise à la disposition de l'ensemble des régions et départements souhaitant être conseillés pour la rédaction de leur schémas départementaux ou régionaux, en vu du transfert des crédits et de la compétences sur les Ecoles nationales de musique et les Conservatoires nationaux de région pour l'enseignement initial.

Le développement de la réflexion en faveur de l'insertion professionnelle et la mise en place de la procédure de validation des acquis professionnels dans quelques établissements d'enseignement supérieur par grande discipline se traduit par le renforcement de leurs équipes administratives, pédagogiques et artistiques. Une action plus directe est également soutenue, soit par le recrutement de professeurs intervenants, soit par celui d'artistes intervenants au profit des étudiants.

Ces mesures nouvelles sont affectées aussi à l'amélioration des conditions de recherche d'emploi pour les jeunes diplômés de ces formations supérieures et favorisent la diversification des parcours professionnels pour les artistes en activité.

#### **5. L'aide à la structuration des secteurs professionnels : 1 M€**

Ce soutien se traduit essentiellement par l'accompagnement de la structuration des filières professionnelles, par disciplines, afin de renforcer les modalités de dialogues, d'échanges entre les professionnels, employeurs et employés, et les partenaires publics et d'améliorer la connaissance des règles, notamment sociales, par les structures du secteur du spectacle, qui sont souvent de petite taille.

Il s'agit également de soutenir de façon structurante les entreprises dans le domaine des industries culturelles (futur crédit d'impôt production et dispositif d'avances remboursables pour des projets de développement).